

**Écrits de prison, réflexions du compagnon
anarchiste Fernando Barcenas Castillo.**

Fanzine

**"Là où commence l'État, la
liberté de l'individu prend fin"**

À UN AN DE RÉCLUSION

**Ville de Mexico
Prison Nord
4 janvier 2015**

ABAJO LOS MUROS !



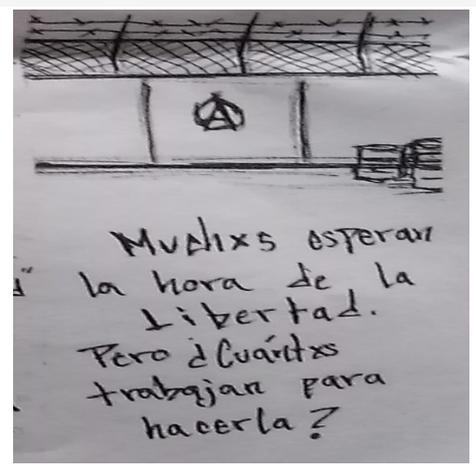
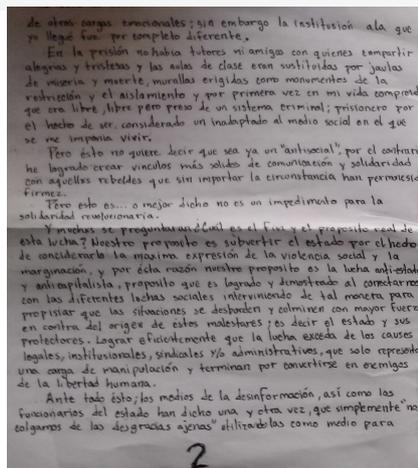
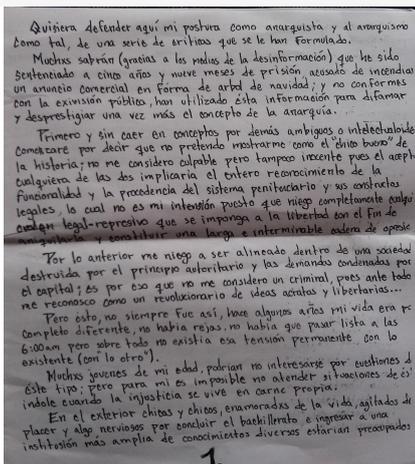
Fernando Bárcenas Castillo est un jeune anarchiste, musicien et étudiant du Collège de Sciences Humaines, siège Vallejo – ville de Mexico. Il a 21 ans et a été arrêté le 13 décembre 2013, dans le cadre des protestations contre l'augmentation du prix des billets du métro. Il a été accusé d'avoir mis le feu à un l'arbre de Noël de l'entreprise Coca-Cola, depuis lors il se trouve dans la prison Nord à Mexico. Pendant son arrestation, il a un temps disparu et n'a pas eu le droit à un coup de téléphone, il a aussi subi des agressions physiques et verbales et il n'a disposé d'aucune défense juridique durant la première partie de son procès pénal.

En décembre 2014 il a été condamné à 5 ans et 9 mois de prison pour les délits d'attaques à la paix publique et association délictueuse, il a fait appel et il est dans l'attente de la décision. A l'intérieur de la prison, Fernando a élaboré plusieurs projets de diffusion et d'information tels des fanzines et le journal anti-carcéral "El Canero".

La C.I.P.RE (Coordination Informelle des Prisonniers en Résistance) a été impulsée par Luis Fernando Bárcenas Castillo : " *C'est un mouvement qui émerge des entrailles de la prison, depuis l'organisation des prisonnier-e-s qui aujourd'hui ont décidé de crier !!*"



Ce fanzine a été diffusé à l'intérieur de la prison Nord « Reclusorio Norte » de la ville de Mexico. Le but : créer une réflexion au sein de la population carcérale sur le fait que la prison va au-delà des barreaux, sur l'État et son rôle dans le conditionnement de la liberté, une et indivisible, sur les délits, le terrorisme d'État ; ces thèmes sont les lignes d'analyse de notre compagnon. Par ce genre de fanzines, Fer cherche à lancer le débat, la réflexion sur la prison qui, pour lui, se prolonge au-delà des murs et se répand à travers les institutions, et sur les appareils de répression dont dispose l'État. A part le journal « El Canero » crée aussi par Barcenas, un projet de bibliothèque à l'intérieur de la prison nord commence à prendre forme, toujours en coopération avec les copains qui se bougent à l'extérieur.



**« À un an de réclusion,
là où commence l'État, la liberté de l'individu prend fin »**

Je voudrais défendre ici ma posture en tant qu'anarchiste et l'anarchisme en tant que tel, suite à une série de critiques qui ont été formulées à son encontre.

Beaucoup savent (grâce aux médias de désinformation) que j'ai été condamné à 5 ans et 9 mois de prison, accusé d'avoir incendié une publicité commerciale ayant pour forme un arbre de Noël. Non contents de l'étalage public de ces faits, ils ont utilisé cette information pour diffamer et salir une fois de plus le concept d'anarchie.

Premièrement et sans tomber dans des concepts ambigus ou intellos, je commencerai par dire que je ne cherche pas me présenter comme « le gentil de l'histoire ». Je ne me considère ni coupable, ni innocent ; en effet, accepter l'un ou l'autre impliquerait une complète reconnaissance de l'utilité et de la pertinence du système pénitentiaire et de ses outils légaux, ce qui n'est pas mon intention étant donné que je nie complètement tout ordre légal et répressif imposé à la liberté afin de la détruire et de construire une longue et interminable chaîne d'oppression.

C'est pour cela que je refuse d'être aliéné à l'intérieur d'une société détruite par le principe autoritaire et que je refuse les plaintes émises par le capital. C'est pour cela que je ne me considère pas comme un criminel, en effet avant tout, je me considère comme un révolutionnaire aux idées acrates et libertaires...

Mais cela n'a pas toujours été ainsi. Il y a quelques années ma vie était complètement différente, il n'y avait pas de barreaux, il n'y avait pas d'appel à 6 heures du matin, mais surtout, il n'existait pas cette tension permanente avec ce qui existe (avec « l'autre »).

Beaucoup de jeunes de mon âge pourraient ne pas s'intéresser à des questions de ce type.

Mais pour moi, il est impossible de ne pas m'occuper de situations de ce genre lorsque l'on vit l'injustice dans sa propre chair.

A l'extérieur, les jeunes filles et garçons, amoureux-ses de la vie, agité-e-s de plaisir et un peu nerveux-ses de finir le lycée pour intégrer une institution plus grande et apprendre davantage, sont certainement préoccupé-e-s par d'autres émotions. Cependant, l'institution où je suis arrivé est complètement différente.

Dans la prison, il n'y avait ni tuteurs, ni amis avec qui partager des joies ou des tristesses ; les salles de classe étaient remplacées par des cages de misère et de mort, des murs dressés tels des monuments de restriction et d'isolement. Pour la première fois de ma vie, j'ai compris que j'étais libre, libre mais

prisonnier d'un système criminel. Prisonnier du fait d'être considéré comme inadapté au milieu social dans lequel il m'a été imposé de vivre.

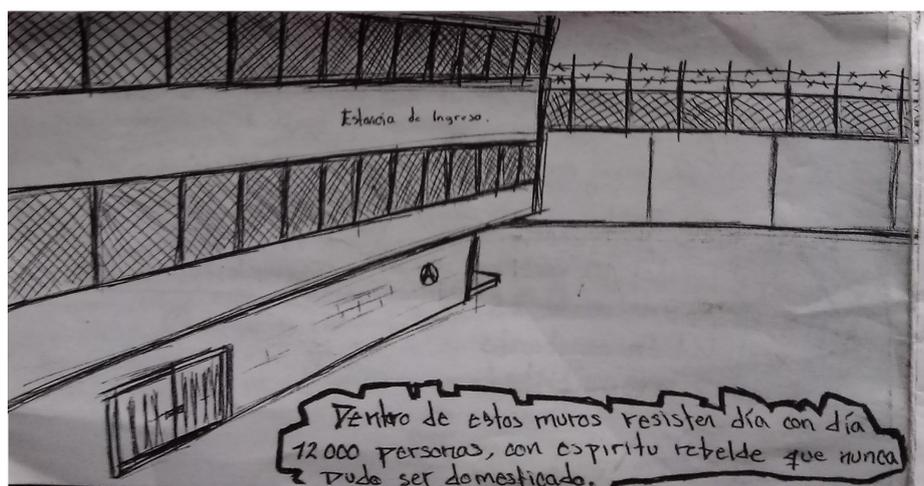
Mais ceci ne veut pas dire que je sois anti-social, au contraire, j'ai réussi à créer des liens plus solides [forts] de communication et de solidarité avec ces rebelles qui, ignorant les circonstances, sont restés fermes. Mais cela est... ou plutôt n'est pas un obstacle pour la solidarité révolutionnaire.

Et beaucoup se demanderont quel est l'objectif, le but réel de cette lutte ? Notre but est de subvertir l'État en le considérant comme l'expression maximale de la violence sociale et de la marginalisation ; pour cette raison notre but est la lutte anti-étatique et anti-capitaliste, but qui est atteint et démontré en nous mettant en lien avec différentes luttes sociales, en intervenant de telle façon que les situations débordent et culminent avec plus de force contre l'origine des malaises, c'est-à-dire : l'État et ses protecteurs. Permettre à la lutte de dépasser les causes légales, institutionnelles, syndicales et/ou administratives qui ne sont que des tentatives de subordination et finissent par se convertir en ennemies de la liberté humaine.

Face à tout ceci, les médias de désinformation ainsi que les fonctionnaires de l'État ont dit et répété que « nous nous accrochions aux malheurs des autres » en les utilisant comme moyen pour nous enrichir personnellement, que les différentes luttes sont des problèmes locaux et que c'est pour cela (selon eux) qu'il incombe aux institutions locales seules, et à personne d'autre, de « résoudre » ce conflit. Car pour eux il est fatal d'imaginer la solidarité du peuple uni pour une cause commune. Ils tentent d'isoler les problèmes et les luttes afin de les noyer dans l'oubli.

Mais nous, nous n'oublions pas et ne nous limitons pas. La solidarité est quelque chose que beaucoup d'entre vous, juges, fonctionnaires de l'État et législateurs, ont oublié à cause de vos buts égoïstes et ambitieux.

Nous menons des actions de solidarité avec tous ceux et celles qui mènent une lutte, c'est-à-dire, une lutte digne et juste qui s'accroche à des revendications sociales et populaires.



Et pourquoi? Simplement à cause de notre principe, parce que notre principe, celui de tous ceux qui se revendiquent anarchistes comme nous, ou celui d'autres révolutionnaires non anarchistes, c'est que la liberté est une et indivisible.

L'État s'est donné le droit d'occuper la fonction de représentant du « bien public » et des biens particuliers de telle façon qu'il se permet de prendre une partie de la liberté de chacun de nous pour soi-disant « garantir le plein exercice de la liberté restante » ; cependant ce qui reste de cette liberté tombée en morceaux, ce serait plutôt ce qu'ils appellent « sécurité » ou comme ils disent « des garanties » ou « des droits indispensables ou de base », mais il ne s'agit pas de liberté réelle, car la liberté n'est pas divisible, elle ne peut pas être prise en partie sans être niée dans sa totalité.

« Beaucoup attendent l'arrivée de la liberté, mais combien travaillent pour la faire ? »

Cette petite partie qui lui a été arrachée, est l'essence même de la liberté et constitue sa totalité. Ce que je veux dire ici c'est que si la liberté est partiellement violentée, en essence, elle est violentée en totalité ; si la liberté d'un groupe, collectif, ou d'un individu, est violentée, la mienne l'est aussi. Alors leur lutte sera la mienne également.

C'est ça la solidarité qui nous motive pour agir, car toute personne ou être socialisé, toute la société humaine dans son ensemble ne peut pas fonctionner sans trois composantes de bases : la solidarité, la réciprocité et le soutien mutuel. Sans ces trois composantes, nous ne pouvons pas parler de liberté humaine .

C'est pour cette raison que peu importe si je suis travailleur ou étudiant, ou si je m'identifie avec leurs intérêts de classe. Ce qui est important est l'acceptation inconditionnelle et le soutien mutuel, par n'importe quel moyen, de ceux qui défendent leur droit à déterminer leur vie comme ils veulent, en refusant que d'autres décident à leur place. Le fait de déléguer des responsabilités est la raison pour laquelle l'État existe.

Ainsi, l'incendie symbolique de l'arbre de Noël a été aussi une action de solidarité, d'abord une attaque symbolique contre ce qui représente l'une des expressions maximales de la consommation capitaliste et du flux de marchandises qui se déchaînent dans cette période de l'année, ensuite une action de solidarité avec ceux et celles qui, à ce moment là, menaient une lutte contre la hausse des tarifs du transport public. Car dans ce contexte, il ne s'agit pas de vouloir ou non voyager en métro et payer le billet, mais de protester parce que l'on ne voulait pas [et c'est toujours le cas] quelque chose qui a été imposé avec violence.

Nous sommes d'accord, il y a eu des dégâts matériels ; mais justement parce que le message était politique et symbolique, les dégâts matériels ne sont pas importants du tout, parce que la

liberté ne se compare pas à des dégâts matériels sur des vitrines de banques, des voitures ou sur n'importe quelle propriété de l'État, ou dans ce cas précis, sur une multinationale telle coca-cola.

Une banque, une mairie, une publicité, une multinationale ne sont pas des propriétés du bien commun, elles le sont pour l'État peut-être, ou pour l'entreprise, mais elles ne sont pas des biens sociaux. C'est un mensonge que de faire croire que la paix sociale est ce que les « citoyens » souhaitent, car il s'agit bien d'une construction illusoire qui se dresse dans l'intention de maintenir la soumission et l'esclavage des personnes pour qu'ils obéissent et se taisent.

Cependant, l'accusation prétend que les délits qui m'ont été attribués, mais que je n'ai jamais reconnus, ont porté préjudice à la société. C'est pour cela que je veux être parfaitement clair sur ce point : comme je l'ai déjà mentionné, je me considère comme un révolutionnaire, comme anarchiste je dois suivre mes principes en agissant pour le bien de la société opprimée, jamais en lui portant préjudice. C'est pour cela et précisément pour ce principe et mon éthique anarchiste que je ne pourrais blesser aucun citoyen. Je pourrais blesser un policier, un militaire ou un fonctionnaire de l'État, car je les considère comme mes ennemis. Il faut faire une distinction : l'État et ses protecteurs c'est une chose, le peuple et la totalité de la société opprimée, travailleurs, paysans, étudiants, etc . c'est une autre chose, bien différente.

Dans tous les cas, personne n'a été blessé, ni la police, ni des fonctionnaires, personne.

Tout simplement, les flammes ont consumé un symbole du capitalisme qui ne sert à rien, ni aux gens ni à la société. Quand un groupe de révolutionnaires a mis le feu à un metrobus [NdT : Trolley Bus] en soutien aux compagnon-ne-s emprisonné-e-s, cela été aussi une action de solidarité et même s'ils ne se trouvent pas en prison, nous savons tous que les cellules sont le produit du terrorisme d'État, la prison est du terrorisme.

Et bien, je voudrais maintenant parler de ça, c'est à dire de ce qu'ils appellent « violence et terrorisme ». Depuis le début, les médias de désinformation nous ont présentés comme des voyous repoussants, des terroristes, des criminels violents. C'est-à-dire qu'ils parlent de quelque chose qui n'existe pas.

Le terrorisme est défini comme l'exercice de la violence à l'encontre des citoyens et de la population civile, alors avec cette définition nous pouvons nous rendre compte que l'État exerce le terrorisme quand il attaque les civils et pour cela, l'État se sert de tous les mécanismes répressifs dont il dispose, il prépare et recrute la police anti-émeute, les forces spéciales, l'armée, la marine et ceux-ci à leur tour volent les personnes qui ne s'en rendent pas compte. En effet les impôts que

les citoyens payent sans y penser sont utilisés pour financer les armes et les professionnels armés formés pour attaquer des cibles spécifiques. Les policiers anti-émeutes sont armés de gaz chimiques, balles en caoutchouc. Et pour quoi faire ? Et bien, pour les utiliser contre les citoyens lors des manifestations et des protestations. À présent les attitudes terroristes de l'État mexicain sont plus voyantes. La signature d'accords d'intervention avec les États-Unis montre exactement la même chose.

Sous prétexte d'une prétendue « guerre contre les trafiquants de drogues », les États-Unis sont intervenus militairement pour former les Forces armées mexicaines, en raison de leur grande expérience dans la pratique du terrorisme au Moyen-Orient. Comme eux-même l'ont signalé, le Mexique est sur le point de livrer une guerre interne où l'ennemi se trouve parmi les civils, et là, bien évidemment, on ne parle plus des trafiquants de drogues « narcos ». Ils font réellement référence à la population dissidente qui ose questionner la réalité. Donc comme nous pouvons le voir, seul l'État exerce la violence contre les citoyens.

Le terrorisme, c'est quand 43 étudiants normaliens sont portés disparus, le terrorisme c'est quand les agents armés de la Procure Générale de la Ville de Mexico font irruption dans une université [UNAM] et tirent sur la communauté universitaire, le terrorisme c'est quand la police fédérale assassine Kuy Kendall lors de la révolte du 1er décembre 2012. [compagnon adhérent à la Sexta blessé par balle à la manifestation contre l'investiture présidentielle d'Enrique Peña Nieto, décédé après un coma qui a duré plus d'un an].

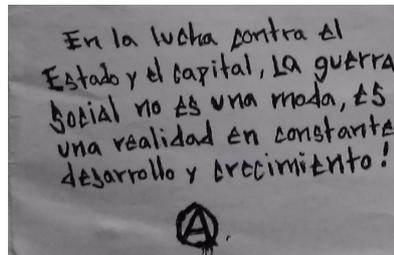
Le terrorisme, ce sont les tribunaux et les cours de « justice ». Tout procès contre un révolutionnaire est du terrorisme car il s'agit bien d'intimider la société. C'est pour cette raison que je n'ai jamais accepté les charges retenues contre moi et comme cette consignation est politique, le message est clair : tous ceux qui luttent contre l'État et le capital seront jugés et traités de voyou, de délinquant et de terroriste. Voilà, cette sentence c'est du terrorisme, du terrorisme contre moi, terreur d'État contre les anarchistes et contre n'importe quelle personne consciente qui questionne, qui essaie de lever la voix contre ce qu'elle considère injuste.

Cependant la vie d'un révolutionnaire ne se termine pas lorsqu'il est jugé par un tribunal bourgeois et amené en prison. En effet la prison est un lieu où le rebelle se définit complètement, c'est là que sont mises à l'épreuve sa résistance et ses convictions ; s'il passe cette épreuve, sa détermination, sa croyance en toutes ses idées et actions pour lesquelles il a été amené en prison seront beaucoup plus fortes.

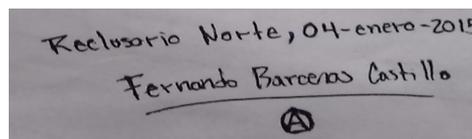
Il n'y a pas d'autre choix que d'opposer à ce qui existe la destruction de tout ce qui a déjà été édifié afin de commencer à forger un nouveau monde.

Révolution Sociale par tous les moyens nécessaires !

Dans la lutte contre l'Etat et le capital, la guerre sociale n'est pas une mode, c'est une réalité en développement et croissance continus !



**Ville de Mexico
Prison Nord, 4 janvier 2015
Fernando Barcenos Castillo**



FUEGO A LAS CARCELES !!

**+ d'Infos
Les trois passants
<https://liberonsles.wordpress.com>**